

Rapport financier semestriel 2020



SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020

1. Compte de résultat semestriel	4
2. Élément de bilan et de flux de trésorerie	12
3. Evènements récents	12
4. Perspectives 2020	13
5. Facteurs de risques	14

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2020

1. État de la situation financière consolidée	17
2. Compte de résultat consolidé	18
3. État du résultat global consolidé	19
4. État des flux de trésorerie consolidés	20
5. État de variation des capitaux propres consolidés	21
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2020	22

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2020

59

DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

61



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020

Compte de résultat semestriel	4
Élément de bilan et de flux de trésorerie	12
Evènements récents	12
Perspectives 2020	13
Facteurs de risques	14

Résultats du premier semestre 2020 : un impact COVID maîtrisé

- Baisse limitée du chiffre d'affaires et de l'EBITDA, respectivement de -3,2% et -5,8% à périmètre et change constants, principalement en France et en Inde
- Capacité d'autofinancement à 175 millions d'euros : +3,5% à périmètre et change constants
- Une situation bilancielle renforcée : dette nette stable et ratio de leverage* à 2,4 fois
- Mise en place d'un placement privé US de 175 millions d'euros avec une maturité de 15 ans
- Relocalisation du siège social en Isère

Compte de résultat consolidé simplifié audité :

(En millions d'euros)	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	1 304	1 340	-2,7%	-3,2%
EBITDA**	213	228	-6,7%	-5,8%
<i>Taux de marge (en %)</i>	<i>16,3</i>	<i>17,0</i>		
EBIT***	76	97	-21,9%	-19,2%
<i>Taux de marge (en %)</i>	<i>5,8</i>	<i>7,2</i>		
Résultat net consolidé	29	48	-38,8%	-30,7%
<i>Taux de marge (en %)</i>	<i>2,3</i>	<i>3,6</i>		
Résultat net part du Groupe	27	46	-41,4%	-36,4%
Capacité d'autofinancement	175	173	+1,3%	+3,5%

*Leverage : ratio correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé

**L'EBITDA se calcule en sommant l'excédent brut d'exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

***L'EBIT se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements et provisions ordinaires.

Dans le cadre de cette publication, Guy Sidos, Président-Directeur Général a déclaré :

« Face à la crise sanitaire, le Groupe a montré sa flexibilité et sa réactivité en prenant très tôt des dispositions de protection de ses employés, de ses clients et de ses fournisseurs et en initiant des mesures fortes de réduction des coûts, de contrôle du besoin en fond de roulement et de réduction des dépenses d'investissement. L'impact de la crise sanitaire a été circonscrit, confirmant la résilience du modèle économique de Vicat, notamment en temps de crise.

L'activité industrielle a été maintenue sur presque tous les sites afin de suivre l'évolution des marchés et de saisir toutes les opportunités commerciales en restant au plus près de nos clients, ce qui a permis d'atténuer l'impact de la crise.

Dans cet environnement inédit, la visibilité sur l'ensemble de l'exercice reste faible. Fort de l'expérience acquise au cours du premier semestre, le Groupe poursuit ses efforts et restera particulièrement attentif et réactif face à toute évolution de la situation sanitaire et des conséquences macro-économiques que celle-ci pourrait avoir dans l'ensemble de nos régions d'implantation ».

Avertissement :

- Dans ce communiqué, et sauf indication contraire, toutes les variations sont exprimées sur une base annuelle (2020/2019), et à périmètre et taux de change constants.
- Ce communiqué de presse peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.vicat.fr). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes sur Vicat sont disponibles sur son site Internet www.vicat.fr.

1. Compte de résultat semestriel

1.1. Compte de résultat consolidé

Ce premier semestre a été fortement perturbé par l'épidémie de la COVID 19, les douze pays dans lesquels le Groupe opère ayant été touchés mais avec des conséquences sur l'activité très différentes en fonction des régions. Ainsi, l'Inde, la France et l'Italie ont enregistré dès la fin du premier trimestre un fort recul de leurs chiffres d'affaires avant de connaître un rebond en fin de semestre, notamment en France. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé sur les six premiers mois de l'année atteint 1 304 millions d'euros, en baisse de -2,7% en base publiée par rapport à la même période de 2019, et de -3,2% à périmètre et taux de change constants.

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé résulte :

- d'un effet périmètre de +1,1%, qui se traduit par un impact positif de +15 millions d'euros, lié notamment à la consolidation de Ciplan au Brésil au 1er janvier 2020 (versus 24 janvier en 2019) et de petites acquisitions dans l'activité Béton et Granulats en France et en Suisse ;
- d'un effet de change légèrement défavorable de -0,6%, soit un impact négatif de -8 millions d'euros sur le semestre. Les dépréciations par rapport à l'euro du réal brésilien, de la livre turque, de la roupie indienne et du tengue kazakh, n'ont été que partiellement compensées par l'appréciation du dollar américain, du franc suisse et de la livre égyptienne ;
- et enfin, d'une baisse organique de l'activité de -3,2%. L'impact de la pandémie sur l'activité du Groupe en France, en Inde et en Italie, a été en partie compensée par la hausse du chiffre d'affaires sur l'ensemble des autres régions.

Sur ce premier semestre, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Ciment est en hausse de +0,9% en base publiée et de +1,9% à périmètre et taux de change constants. L'activité Béton et Granulats affiche un chiffre d'affaires opérationnel en baisse de -4,9% en base publiée et de -7,1% à périmètre et taux de change constants. Enfin, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Autres Produits et Services est en baisse de -7,7% en base publiée et de -8,9% à périmètre et taux de change constants.

L'EBITDA consolidé du Groupe s'établit à 213 millions d'euros, soit une baisse de -6,7% en base publiée et de -5,8% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA s'établit à 16,3% au premier semestre 2020 contre 17,0% au 30 juin 2019. Sur le semestre, l'évolution de l'EBITDA publié tient compte d'un effet périmètre très légèrement positif (inférieur à +1 millions d'euros), d'un effet de change défavorable de près de -3 millions d'euros et enfin, d'une baisse organique de -13 millions d'euros.

A périmètre et change constants, la contraction de l'EBITDA résulte pour l'essentiel :

- De l'impact de la pandémie sur l'EBITDA généré en France, en Inde et en Italie, et notamment de la baisse des volumes vendus sur ces trois régions ;
- D'un environnement plus compétitif au Kazakhstan, notamment sur le second trimestre ;
- Enfin, d'un environnement macro-économique et sectoriel toujours dégradé en Turquie et en Egypte.

Ces éléments ont été en partie compensés par :

- Les premiers effets positifs du plan de réduction des coûts mis en place pour faire face aux premières conséquences de la crise sanitaire, qui se sont élevés sur le semestre à près de 13 millions d'euros ;
- Une baisse des coûts de l'énergie de près de -11% dans l'activité Ciment, hors effets volumes et changes, soit près de -13 millions d'euros ;
- Une très nette amélioration de l'EBITDA sur l'ensemble de la zone Amérique, notamment au Brésil ;
- Une progression sensible dans la zone Afrique, soutenue par l'amélioration des performances industrielles de l'usine au Sénégal et la montée en puissance du broyeur au Mali, des marchés dynamiques et une hausse des prix de vente.

L'**EBIT** s'affiche à 76 millions d'euros contre 97 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse sensible de -21,9% en base publiée et de -19,2% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBIT sur le chiffre d'affaires consolidé s'établit donc à 5,8% contre 7,2% au premier semestre 2019. Cette baisse résulte pour l'essentiel de :

- La baisse de l'EBITDA compte tenu des éléments décrits ci-dessus ;
- L'augmentation des dotations aux amortissements et provisions suite à la mise en service du nouveau broyeur au Mali et d'un certain nombre de projets en Inde et en France.

L'amélioration du **résultat financier** de +6 millions d'euros pour s'établir à -16 millions d'euros s'explique essentiellement par le produit d'actualisation d'un crédit d'impôt comptabilisé chez Ciplan (Brésil) suite à une décision judiciaire favorable (+7,0 millions d'euros) tandis que le coût de l'endettement financier net augmente légèrement.

La **charge d'impôts** diminue de 7 millions d'euros sur le semestre compte tenu de la baisse du résultat avant impôt. La hausse du taux apparent de 37,4% à 42,8% provient essentiellement de l'impact des variations de résultats sur les sociétés non fiscalisées, de moindres taxes sur dividendes et d'une provision pour dépréciation (11 millions d'euros) non déductible.

Le **résultat net** de l'ensemble consolidé s'élève à 29 millions d'euros en baisse de -30,7% à périmètre et change constants et de -38,8% en base publiée. Le résultat net part du Groupe recule quant à lui de -36,4% à périmètre et taux de change constants et -41,4% en base publiée, à 27 millions d'euros.

La **capacité d'autofinancement** ressort à 175 millions d'euros, en progression de +1,3% en base publiée et de +3,5% à périmètre et taux de change constants.

1.2. Compte de résultat du Groupe par zones géographiques

1.2.1. Compte de résultat France

(En millions d'euros)	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	444	500	-11,3%	-12,5%
EBITDA	56	84	-33,1%	-33,3%
EBIT	14	44	-68,9%	-68,1%

Au cours de ce semestre, la performance du Groupe en France a été sensiblement marquée par la crise sanitaire. Néanmoins, après un très fort ralentissement observé dès la fin du mois de mars et sur l'ensemble du mois d'avril, la situation s'est progressivement améliorée, le Groupe renouant avec une solide croissance de son activité au mois de juin.

Dans ce contexte, l'EBITDA s'affiche cependant en fort repli sur l'ensemble de la période, l'impact favorable de la baisse des coûts de l'énergie et les premiers effets du plan de réduction des coûts ne permettant pas de compenser le recul de l'activité.

- Dans l'activité *Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel recule de -6,1% sur l'ensemble du semestre. Cette baisse de l'activité résulte d'une baisse des volumes vendus de plus de -9% en partie compensée par une légère hausse des prix de vente, notamment sur le marché domestique, et d'une baisse des coûts de l'énergie. Dans ce contexte, le Groupe enregistre une contraction de son EBITDA de -27,8%.
- L'activité *Béton & Granulats* voit son chiffre d'affaires opérationnel reculer de -16,6% à périmètre constant), affectée par une baisse des volumes vendus de plus de -17%, tant dans le béton que dans les granulats. En revanche, les prix moyens de vente sont en nette progression. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA généré par cette activité en France recule de -42,4% à périmètre constant par rapport au premier semestre 2019.
- Dans l'activité *Autres Produits & Services*, le chiffre d'affaires opérationnel est en baisse de -11,5% sur la période. L'EBITDA généré par cette activité recule quant à lui de -34,6%.

1.2.2 Compte de résultat de la zone Europe (hors France)

(En millions d'euros)	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	198	182	+9,0%	+2,1%
EBITDA	40	38	+4,4%	-1,4%
EBIT	20	19	+1,9%	-3,8%

L'activité en Europe (hors France) sur ce premier semestre agrège les performances fortement contrastées de la Suisse et l'Italie.

Ainsi, le marché Suisse n'a été que peu affecté par la pandémie au cours de ce semestre, avec un chiffre d'affaires consolidé qui progresse, alors que l'Italie a connu une situation sanitaire et macro-économique particulièrement difficile, le Groupe enregistrant un très net recul de son activité sur l'ensemble du semestre.

Dans ce contexte, la marge opérationnelle d'EBITDA sur chiffre d'affaires consolidé recule très légèrement pour s'établir à 20,0% sur les six premiers mois de l'année, contre 20,9% au premier semestre 2019.

En **Suisse**, au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en progression de +11,0% en base publiée et de +3,7% à périmètre et taux de change constants. L'EBITDA est stable à périmètre et taux de change constants et progresse de +5,8% en base publiée.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +2,6% à périmètre et taux de change constants. Après un premier trimestre ayant bénéficié d'une météorologie favorable, le second trimestre a été un peu moins dynamique tout en étant marqué par des mesures sanitaires contraignantes chez certains clients du Groupe. Néanmoins, les volumes vendus et les prix de vente moyen sont en hausse sur le semestre. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité progresse assez nettement de +11,4% à périmètre et change constants.
- *Dans l'activité Béton & Granulats*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +13,3% à périmètre et taux de change constants sur l'ensemble du semestre. Les volumes progressent assez nettement dans le béton dans un environnement néanmoins plus compétitif marqué par une érosion du prix moyen de vente. Dans les granulats, les volumes et les prix de vente sont en progression. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité s'apprécie de +3,1% à périmètre et taux de change constants sur le semestre.
- *L'activité Préfabrication* enregistre un chiffre d'affaires opérationnel stable (-0,5%) à périmètre et taux de change constants. Le contexte concurrentiel, lié notamment aux importations, est resté très défavorable dans les produits grand public. L'activité ferroviaire n'a repris que très progressivement, même si le carnet de commandes laisse présager une amélioration de cette activité au cours du second semestre.

En **Italie**, compte tenu de l'arrêt total de l'activité pendant plusieurs semaines, le chiffre d'affaires consolidé recule de -23,2%. Il faut néanmoins noter que dans un contexte de baisse de volumes sensible, les prix de vente sont en nette progression. Sur ces bases, l'EBITDA recule de -31,7% sur le semestre.

1.2.3 Compte de résultat zone Amériques

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	298	275	+8,2%	+9,1%
EBITDA	56	39	+45,3%	+51,1%
EBIT	26	8	+239,6%	+265,6%

Aux Etats-Unis comme au Brésil, en dépit d'un environnement sanitaire préoccupant, les niveaux d'activité sont restés bien orientés compte tenu du dynamisme des marchés locaux sur lesquels le Groupe est présent. Le chiffre d'affaires évolue donc favorablement dans cette zone, soutenu par une solide hausse des volumes vendus, à l'exception du Béton dans le Sud-Est des Etats-Unis, et des prix moyens de vente en progression.

Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA de la zone Amériques est, sur ce premier semestre, en nette amélioration de +45,3% en base publiée, et de +51,1% à périmètre et change constants.

Aux **Etats-Unis**, en dépit de la crise sanitaire, le marché de la construction est globalement resté bien orienté. Il est à noter que le premier trimestre a bénéficié d'une base de comparaison favorable en Californie qui a permis de largement compenser l'impact de conditions météorologiques difficiles dans le Sud-Est. Dans ce contexte, le Groupe a su préserver les hausses de prix enregistrées dans le ciment en 2019, et passer de nouvelles augmentations dans l'activité Béton. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe aux Etats-Unis progresse de +8,2% en base publiée, et de +5,5% à périmètre et change constants. L'EBITDA s'établit à 41 millions d'euros sur le semestre, soit une progression de +25,8% en base publiée et de +22,6% à périmètre et change constants.

Il est à noter que l'investissement démarré en 2019 d'une nouvelle ligne de cuisson dans l'usine de Ragland en Alabama, en remplacement de l'actuelle, s'est poursuivi au cours de ce semestre. La date de mise en service de ce nouvel outil reste inchangée (premier semestre 2022). Cette nouvelle installation permettra à la fois d'accroître la capacité de l'usine actuelle et de réduire sensiblement les coûts de production.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel s'apprécie de +11,2% à périmètre et change constants. Cette performance résulte d'une solide croissance des volumes vendus, plus particulièrement en Californie, compte tenu notamment d'une base de comparaison favorable, la région du Sud-Est ayant souffert de mauvaises conditions climatiques au cours du premier trimestre. Bénéficiant pleinement des progressions enregistrées au cours de l'exercice 2019, les prix moyens de vente sont en progression sur l'ensemble des deux zones. Il est néanmoins important de noter que, compte tenu de la situation sanitaire, les hausses de prix initialement prévues au deuxième trimestre ont été décalées et pourraient être mises en œuvre au cours de l'été en fonction de l'évolution des conditions de marché. Dans ce contexte, et compte tenu de la baisse des coûts de l'énergie sur ce semestre, l'EBITDA généré par cette activité affiche une croissance de +30,4% à périmètre et change constants.
- *Dans l'activité Béton*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +2,6% à périmètre et taux de change constants. Pour les mêmes raisons que celles invoquées dans l'activité Ciment, après un premier trimestre dynamique, le deuxième trimestre a été marqué par un ralentissement de l'environnement sectoriel, cette activité étant plus sensible aux contraintes sanitaires. Ainsi, sur l'ensemble du semestre, les volumes reculent légèrement, la performance constatée en Californie compensant en partie seulement la contraction observée dans le Sud-Est. En revanche, les prix de vente sont en nette progression, tant en Californie que dans le Sud-Est. Sur ces bases, l'EBITDA généré par cette activité s'améliore de +1,7% à périmètre et change constants sur l'ensemble de la période.

Au Brésil, la crise sanitaire intervient à un moment où l'environnement macro-économique était en train de se stabiliser. Alors que certaines régions semblent avoir été plus durement touchées par l'épidémie, le Groupe a bénéficié d'un environnement sectoriel plutôt favorable et a pu s'appuyer sur l'efficacité de son outil industriel et des améliorations apportées au cours des douze derniers mois pour saisir certaines opportunités de croissance. Ainsi, le chiffre d'affaires généré au Brésil s'établit à 63 millions d'euros, en hausse de +8,2% en base publiée et de +22,4% à périmètre et change constants.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 52 millions d'euros, contre 45 millions d'euros en 2019. Dans cette activité, les volumes et les prix sont en progression par rapport à l'exercice précédent. Sur ces bases, et compte tenu de la baisse sensible des coûts de l'énergie, l'EBITDA s'élève à 13 millions d'euros sur la période, en progression sensible par rapport au premier semestre 2019, après prise en compte d'un produit fiscal non récurrent de 5 millions d'euros (suite à une décision judiciaire favorable).
- *Dans l'activité Béton et Granulats*, le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 15 millions d'euros, en recul de -9,4% en base publiée, mais en hausse de +1,9% à périmètre et change constants, soutenu par une hausse des volumes vendus et des prix moyens, tant dans le béton que dans les granulats. Dans ces conditions, l'EBITDA généré sur la période progresse de +30,7% à périmètre et change constants.

1.2.4 Compte de résultat zone Asie (Inde et Kazakhstan)

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	149	193	-22,8%	-20,2%
EBITDA	38	48	-21,0%	-18,3%
EBIT	19	31	-39,1%	-37,0%

La zone Asie a été affectée par la crise sanitaire, impactant assez significativement l'environnement macro-économique et sectoriel dès la fin du premier trimestre. Dans ce contexte difficile, le Groupe s'est focalisé sur la mise en place de mesures de réduction de coûts et de préservation de sa marge.

L'**Inde** est la région qui a le plus souffert de la crise sanitaire au sein du portefeuille géographique du Groupe. Les mesures strictes de confinement imposées par le gouvernement ont notamment entraîné l'arrêt complet des installations industrielles du Groupe pendant près d'un mois, avant que s'opère une reprise progressive de l'activité industrielle et commerciale. Ces mesures de confinement ont aussi eu un impact très négatif sur le redémarrage des chantiers, affectés par une pénurie de main d'œuvre interdisant une reprise sectorielle plus rapide et dynamique. Dans ce contexte, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 119 millions d'euros au cours du premier semestre 2020, en retrait de -24,0% à périmètre et taux de change constants. Cette évolution reflète une baisse des volumes vendus de près de -22% et une contraction des prix moyens de vente surtout au premier trimestre. Il est à noter que le Groupe a renoué avec une très légère croissance de ses volumes vendus au mois de juin par rapport au mois de juin 2019, et que les prix de vente sont en légère progression au deuxième trimestre. La situation reste néanmoins très volatile.

Compte tenu de cet environnement, le Groupe a rapidement mis en place un plan de réduction et d'optimisation de ses coûts de production afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur la marge. Par ailleurs, les coûts de l'énergie sont en baisse sensible sur le semestre.

Compte tenu de ces éléments, si l'EBITDA généré sur le semestre recule de -18,4% à périmètre et taux de change constants, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé s'améliore sur la période pour s'établir à 23,6% contre 22,0% au premier semestre 2019.

Au **Kazakhstan**, après une nette progression de l'activité au cours du premier trimestre, l'environnement s'est dégradé sur le second trimestre, affecté par les effets de la crise sanitaire sur le marché domestique et sur les marchés à l'export. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé est stable sur l'ensemble du semestre (-0,2%) à périmètre et taux de change constants. La hausse des volumes vendus a permis de compenser la pression sur les prix ressentie dès la fin de l'exercice 2019 et qui s'est poursuivie en ce début d'année.

Dans ce contexte, et compte tenu de la hausse sensible des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré sur la période recule de -18,0% à périmètre et taux de change constants et s'élève à 10 millions d'euros sur ce semestre, contre près de 13 millions d'euros au premier semestre 2019.

1.2.5 Compte de résultat zone Méditerranée (Egypte et Turquie)

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	75	75	+0,3%	+6,2%
EBITDA	-9	-4	-118,1%	-96,3%
EBIT	-18	-14	-31,7%	-26,1%

La zone Méditerranée est restée caractérisée par une situation macro-économique et sectorielle toujours difficile tant en Turquie qu'en Egypte. La crise sanitaire est venue aggraver la situation sur ces deux régions sans qu'il soit possible d'en déterminer précisément l'impact. Dans ce contexte, le Groupe enregistre un EBITDA négatif de -9 millions d'euros sur le premier semestre.

En **Turquie**, le chiffre d'affaires s'établit à 54 millions d'euros, en progression de +6,0% à périmètre et taux de change constants et en recul de -5,8% en base publiée. Après un premier trimestre où le chiffre d'affaires s'affichait en retrait de -1,4% à périmètre et taux de change constants, l'activité s'est améliorée au deuxième trimestre affichant une progression de +11,2% à périmètre et change constants. L'environnement macro-économique et sectoriel reste marqué par la dévaluation intervenue en août 2018, et dont l'impact a probablement été accentué par la crise sanitaire.

L'EBITDA est à l'équilibre sur ce premier semestre, en baisse par rapport à l'EBITDA du premier semestre 2019 qui s'élevait à 2 millions d'euros.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel semestriel progresse de +6,5% à périmètre et taux de change constants. Après une baisse du chiffre d'affaires opérationnel au premier trimestre de -2,6% à périmètre et taux de change constants, l'activité a renoué avec la croissance au deuxième trimestre (+12,8% à périmètre et taux de change constants). Sur l'ensemble du semestre, si les volumes vendus progressent tant sur la région de Konya que sur celle de Bastas, les prix moyens de vente sont en recul. Compte tenu de ces éléments, et de la progression des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré par cette activité est positif.
- *Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats* sur la période progresse de +12,5% à périmètre et taux de change constants. Sur l'ensemble du semestre, les volumes vendus augmentent légèrement dans le béton et sont en nette progression dans les granulats. Les prix de vente sont en léger retrait sur l'ensemble de la période. Dans ce contexte, l'EBITDA est légèrement négatif sur le semestre.

En **Égypte**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 21 millions d'euros, en hausse de +7,0% à périmètre et taux de change constants. Dans un contexte marqué par une situation macro-économique qui peine à s'améliorer, des contraintes logistiques importantes et un contexte concurrentiel dégradé, la crise sanitaire est venue accentuer les effets d'une situation déjà peu favorable. Les volumes sont en progression de près de +21% sur l'ensemble de la période, à un niveau qui reste encore néanmoins faible. Les prix de vente poursuivent cependant leur baisse sous la pression exercée par la nouvelle usine de l'armée égyptienne. Afin de permettre une amélioration de ses performances opérationnelles, le Groupe poursuit ses travaux sur ses deux fours. Le Groupe enregistre un EBITDA négatif de -9 millions d'euros sur le premier semestre 2020, à comparer à -6 millions d'euros au premier semestre 2019.

1.2.6 Compte de résultat Afrique

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2020	30 06 2019	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	140	115	+21,8%	+21,8%
EBITDA	32	23	+37,3%	+37,3%
EBIT	15	8	+80,2%	+80,3%

Sur la zone **Afrique**, l'environnement est resté favorable en dépit d'un impact important de la crise sanitaire ayant entraîné l'arrêt au Sénégal de grands chantiers financés par l'Etat. La performance du Groupe sur ce premier semestre bénéficie aussi d'une base de comparaison favorable.

Dans l'activité *Ciment*, le chiffre d'affaires consolidé progresse de +39,1% à périmètre et change constants. Cette évolution résulte de volumes Ciment en très forte hausse au Sénégal, grâce à l'amélioration sensible des performances industrielles de l'usine de Rufisque au Sénégal, et de la montée en puissance du nouveau broyeur au Mali. Les prix de vente sont eux aussi en très nette amélioration suite à l'augmentation enregistrée au cours du troisième trimestre 2019. Compte tenu de ces éléments, et de la baisse des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré par cette activité s'améliore de +122%.

En revanche, l'activité *Granulats* au Sénégal a souffert de l'arrêt de nombreux chantiers financés par l'Etat compte tenu de la crise sanitaire. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé dans cette activité recule de -45,8% sur la période, affecté par une forte baisse des volumes. L'EBITDA dans cette activité recule donc sensiblement de -61,1%.

2. Éléments de Bilan et de Flux de trésorerie

Au 30 juin 2020, le Groupe présente une structure financière solide avec des capitaux propres de 2 404 millions d'euros, contre 2 461 millions d'euros au 30 juin 2019. Il est important de noter que la dépréciation des devises en clôture a entraîné un fort impact tant sur les actifs que sur les capitaux propres.

L'endettement net ressort à 1 271 millions d'euros contre 1 290 au 31 décembre 2019 et 1 465 millions d'euros au 30 juin 2019.

Sur ces bases, le « gearing » s'élève au 30 juin 2020 à 52,86% contre 49,71% au 31 décembre 2019 et 59,54% au 30 juin 2019. Le « leverage » s'établit à 2,49 fois contre 2,45 fois au 31 décembre 2019 et 2,95 fois au 30 juin 2019.

Hors IFRS 16, référentiel toujours en vigueur pour le calcul des covenants, le « gearing » s'élève au 30 juin 2020 à 43,8% contre 40,36% au 31 décembre 2019 et 49,8% au 30 juin 2019. Le « leverage » s'établit à 2,38 fois contre 2,28 fois au 31 décembre 2019 et 2,82 fois au 30 juin 2019.

Sur ces bases, le Groupe rappelle que :

- Au-delà de la trésorerie disponible, ses besoins de financement sont au 30 juin 2020 couverts par des lignes de crédit non tirées de 442 millions d'euros, sécurisées, disponibles et suffisantes pour faire face aux prochaines échéances de remboursements ;
- Les conditions et engagements (« covenants ») inscrits dans ses contrats de financement sont respectés.

La capacité d'autofinancement ressort à 175 millions d'euros sur ce semestre, soit une progression de +3,5% à périmètre et change constants.

Le montant des investissements industriels décaissé au cours de ce premier semestre s'élève à 122 millions d'euros. Il est à noter que près du tiers de ce montant concerne la construction de la nouvelle ligne de cuisson de l'usine de Ragland aux Etats-Unis.

Compte tenu de l'évolution récente de l'environnement macro-économique dans ses différentes régions, le Groupe envisage de relancer certains investissements qui avaient été décalés en raison de la crise sanitaire. Ainsi, le montant total des investissements industriels décaissé devrait dorénavant s'élever à environ 280 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice.

Enfin, le cash-flow libre du Groupe ressort à 100 millions d'euros sur ce premier semestre, soutenu notamment par une nette réduction du besoin en fonds de roulement. Au premier semestre 2019, le cash-flow libre était de -54 millions d'euros.

3. Evènements récents

Le Groupe a signé le 30 juillet 2020 un accord de financement pour un montant de 175 millions d'euros, sous la forme d'un Placement Privé (USPP) avec un investisseur américain de premier ordre.

Cette ligne sera tirée le 30 novembre 2020 afin de rembourser le montant arrivé à échéance du Placement Privé (USPP) contracté en 2010.

Cette ligne de financement, d'une maturité de 15 ans, et à un taux fixe de 2,07%, permettra au Groupe, de générer une économie de frais financiers substantielle dès 2021.

4. Perspectives 2020

En 2020, l'environnement macro-économique de chacun des pays dans lesquels le Groupe opère devrait être affecté par COVID19 avec des impacts différents en fonction du contexte sanitaire et des réponses gouvernementales apportées pour y faire face.

Aujourd'hui, l'activité reste menée dans le cadre strict de procédures adaptées à la situation sanitaire qui prévaut dans chaque pays d'implantation du Groupe. Dans ce cadre il est important de préciser que :

- Les douze pays d'implantation du Groupe sont touchés, mais à des degrés différents, par l'épidémie du COVID19 ;
- Les partages d'expérience entre pays permettent de mettre en œuvre les bons procédés et modes opératoires afin de répondre aux exigences de la situation dans chaque pays et de poursuivre l'activité dans les meilleures conditions ;
- Dans cet environnement, la volatilité de l'activité reste forte.

L'activité du Groupe se poursuit donc à un niveau qui varie selon les contraintes locales :

- En France, après un point bas atteint début avril, le niveau d'activité a poursuivi son amélioration et peut être considéré aujourd'hui comme dynamique ;
- En Suisse, l'activité reste bien orientée dans le Ciment et le Béton & Granulats ;
- En Afrique de l'Ouest, l'activité est dynamique dans le Ciment, soutenue par des volumes et des prix favorablement orientés. L'activité Granulats au Sénégal reste affectée par le fort ralentissement des chantiers publics d'infrastructures ;
- Aux Etats-Unis, depuis le début de la crise sanitaire, l'activité est restée bien orientée tant en terme de volumes que de prix de vente. L'augmentation de prix de vente du ciment initialement prévue au printemps a été décalée en raison de la pandémie ;
- Au Brésil, l'activité est bien orientée, tant en volumes qu'en prix de vente ;
- En Turquie et en Egypte, les niveaux d'activités restent affectés par des environnements macro-économiques et concurrentiels toujours difficiles sans que cela puisse être spécifiquement imputé à l'épidémie du COVID 19 ;
- Au Kazakhstan, après un début d'année particulièrement dynamique, les décisions de confinement et l'environnement concurrentiel ont légèrement impacté les volumes et les prix de vente ;
- En Inde, après une interruption totale des opérations au cours du second trimestre, l'activité reprend très progressivement compte tenu de nouvelles mesures de confinement mises en place récemment dans certaines régions.

La reprise de l'activité, notamment en France et en Inde, la baisse des coûts pour un montant total de -51 millions d'euros sur l'année, essentiellement liée à la baisse des coûts de l'énergie de -8% (hors impact volume et changes) soit un impact de -23 millions d'euros, la mise en place d'un programme de réduction des coûts de structure d'un montant attendu de -28 millions d'euros, l'attention particulière portée au besoin en fonds de roulement et enfin, la réduction du plan initial d'investissements industriels, sont autant d'éléments qui devraient permettre de limiter l'impact de cette crise sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, du manque de visibilité et de la forte volatilité qu'impliquent la situation actuelle, le Groupe s'attend donc à une baisse modérée de son EBITDA sur l'ensemble de l'exercice, sous réserve de l'éventualité et de l'impact que pourrait avoir une deuxième vague de la pandémie.

5. Facteurs de risques

Les facteurs de risques qui pourraient concerner le Groupe au cours des prochains mois sont similaires à ceux identifiés dans le chapitre 2 de notre Document d'enregistrement universel 2019 déposé le 4 mars 2020 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.20-0101. Pour le point particulier des instruments financiers, on pourra se reporter à la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2020 page 47 du présent document.

L'impact de la crise sanitaire du Covid-19 sur les résultats et l'activité est présenté dans le Rapport Semestriel d'activité du présent document, et est également décrit dans les faits marquants de l'annexe aux comptes consolidés, note 2, page 35.

Comme indiqué, les conséquences de la pandémie sont variables dans le temps, et par géographie. Notre industrie connaît des situations hétérogènes en fonction des pays et des mesures sanitaires imposées par les différents gouvernements, avec dans certains cas, des arrêts d'activité et dans d'autres, un volume d'activité inchangé, voir accéléré.

Cette crise, inédite et à multiples facettes, nous conduit à reconsidérer l'impact de ce type de risque sanitaire dans la cartographie des risques, pour en appréhender les impacts et les probabilités de survenance.

Nous prévoyons de mener cette analyse au cours du second semestre 2020, pour une présentation et intégration dans le Document d'enregistrement universel 2020.

Groupe Vicat – Information financière– Annexes

Définition des indicateurs alternatifs de performance "IAP" :

- Les données à **périmètre et change constants** permettent de déterminer l'évolution organique d'agrégats chiffrés entre deux périodes et de les comparer en neutralisant les impacts liés aux variations de taux de change et du périmètre de consolidation. Elles sont déterminées en appliquant aux chiffres de la période en cours, les taux de change et le périmètre de consolidation de la période antérieure.
- Le **chiffre d'affaires opérationnel** d'un secteur géographique (ou d'une activité) correspond au chiffre d'affaires réalisé par le secteur géographique en question (ou l'activité) sous déduction du chiffre d'affaires intra-secteur (ou intra-activité).
- **Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.
- **Excédent Brut d'Exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.
- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.
- **EBIT** : (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.
- **Capacité d'autofinancement** : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).
- **Cash-flow libre** : il est égal aux flux nets opérationnels après déduction des investissements industriels nets de cessions.
- **L'endettement financier net** représente la dette financière brute (composée du solde des emprunts auprès d'investisseurs et des établissements de crédit, de la dette résiduelle sur contrats de location financement, du solde des autres emprunts et dettes financières hors options de vente et de la trésorerie passive), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, y inclus la réévaluation des dérivés de couverture et de la dette.
- **Le Gearing** est un ratio relatif à la structure financière correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés.
- **Le Leverage** est un ratio relatif à la rentabilité correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé.

2.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2020

État de la situation financière consolidée	17
Compte de résultat consolidé	18
État du résultat global consolidé	19
État des flux de trésorerie consolidés	20
État de variation des capitaux propres consolidés	21
Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2020	22

1. État de la situation financière consolidée

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3	1 160 379	1 224 430
Autres immobilisations incorporelles	4	171 331	187 046
Immobilisations corporelles	5	1 977 426	2 031 781
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	6	192 224	219 066
Immeubles de placement		14 967	15 125
Participations dans des entreprises associées		84 420	85 212
Actifs d'impôts différés		89 907	89 938
Créances et autres actifs financiers non courants	7	224 643	236 142
Total des actifs non courants		3 915 297	4 088 740
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours		400 846	401 551
Clients et autres débiteurs		415 640	416 568
Actifs d'impôts exigibles		63 692	72 811
Autres créances		222 834	192 776
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	382 575	398 514
Total des actifs courants		1 485 587	1 482 220
TOTAL DE L'ACTIF		5 400 884	5 570 960
PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>			
CAPITAUX PROPRES			
Capital	9	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Réserves consolidées		1 974 659	2 140 361
Capitaux propres part du Groupe		2 165 466	2 331 168
Intérêts minoritaires		238 103	264 767
Total capitaux propres		2 403 569	2 595 935
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	10	155 912	141 235
Autres provisions	10	117 315	140 243
Dettes financières et options de vente	11	1 124 965	1 109 769
Obligations locatives	11	159 671	178 398
Impôts différés passifs		231 165	246 086
Autres passifs non courants		48 813	52 072
Total des passifs non courants		1 837 841	1 867 803
PASSIFS COURANTS			
Provisions	10	9 986	10 635
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	11	373 656	391 594
Obligations locatives à moins d'un an		52 963	59 864
Fournisseurs et autres créditeurs		380 028	354 652
Passifs d'impôts exigibles		48 742	49 162
Autres dettes		294 099	241 315
Total des passifs courants		1 159 474	1 107 222
Total des passifs		2 997 315	2 975 025
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		5 400 884	5 570 960

2. Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE			
<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
Chiffre d'affaires	13	1 303 695	1 339 758
Achats consommés		(820 485)	(851 775)
Valeur ajoutée	1.22	483 210	487 983
Charges de personnel		(245 721)	(234 553)
Impôts, taxes et versements assimilés		(38 552)	(38 329)
Excédent brut d'exploitation	1.22	198 937	215 101
Autres produits et charges ordinaires	15	13 916	13 046
EBITDA	1.22	212 853	228 147
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	14	(137 206)	(131 247)
EBIT	1.22	75 647	96 900
Autres produits et charges non ordinaires	15	132	12 685
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	14	(14 161)	(15 115)
Résultat d'exploitation		61 618	94 470
Coût de l'endettement financier net	16	(18 141)	(17 173)
Autres produits financiers	16	9 129	7 028
Autres charges financières	16	(6 635)	(11 804)
Résultat financier	16	(15 647)	(21 949)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées		3 066	2 601
Résultat avant impôt		49 037	75 122
Impôts sur les résultats	17	(19 676)	(27 148)
Résultat net consolidé		29 361	47 974
Part attribuable aux intérêts minoritaires		2 351	1 854
Part attribuable au Groupe		27 010	46 120
Résultat par action (en euros)			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	9	0,60	1,03

3. État du résultat global consolidé

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE		
<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net consolidé	29 361	47 974
Autres éléments du résultat global		
Éléments non recyclables au compte de résultat :		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	(6 606)	(16 661)
Impôt sur les éléments non recyclables	1 900	4 157
Éléments recyclables au compte de résultat :		
Ecart de conversion	(149 563)	15 152
Couverture des flux de trésorerie	6 592	7 741
Impôt sur les éléments recyclables	(1 703)	(2 000)
Autres éléments du résultat global (après impôt)	(149 380)	8 389
Résultat global	(120 019)	56 363
Part attribuable aux intérêts minoritaires	(19 944)	6 436
Part attribuable au Groupe	(100 075)	49 927

4. État des flux de trésorerie consolidés

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES			
(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net consolidé		29 361	47 974
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(3 066)	(2 601)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		1 296	1 482
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		148 490	146 578
- impôts différés		2 518	(3 875)
- plus ou moins values de cession		(997)	(1 790)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		108	210
- autres		(2 598)	(15 159)
Capacité d'autofinancement	1.22	175 112	172 819
Variation du besoin en fonds de roulement		44 980	(139 899)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (1)	19	220 092	32 920
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(122 497)	(90 120)
- immobilisations financières		(12 848)	(54 873)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		2 239	2 920
- immobilisations financières		1 576	6 821
Incidence des variations de périmètre		0	(291 774)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	20	(131 530)	(427 026)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés		(70 866)	(73 142)
Augmentations / Réductions de capital			500
Emissions d'emprunts	11	48 117	1 018 155
Remboursements d'emprunts	11	(33 461)	(549 469)
Remboursements des dettes locatives	11	(24 548)	(21 016)
Acquisitions d'actions propres		(4 931)	(2 368)
Cessions – attributions d'actions propres		4 303	4 807
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(81 386)	377 467
Incidence des variations de cours des devises		(16 547)	3 921
Variation de la trésorerie		(9 371)	(12 718)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	21	328 674	261 969
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	21	319 303	249 251

(1) :

- Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (9,0) millions d'euros en 2020 et (45,0) millions d'euros en 2019.

- Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (19,3) millions d'euros en 2020 dont (5,2) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16 et (16,4) millions d'euros en 2019 dont (5,4) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16.

5. État de variation des capitaux propres consolidés

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES								
(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2019	179 600	11 207	(56 144)	2 524 952	(400 348)	2 259 267	221 474	2 480 741
Résultat semestriel				46 120		46 120	1 854	47 974
Autres éléments du résultat global retraité (1)				(6 435)	10 241	3 806	4 582	8 388
<i>Résultat global</i>				39 685	10 241	49 926	6 436	56 362
Dividendes distribués				(66 435)		(66 435)	(7 030)	(73 465)
Variation nette des actions propres			4 402	(1 456)		2 946		2 946
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires							(6 440)	(6 440)
Autres variations				620		620	238	858
Au 30 juin 2019	179 600	11 207	(51 742)	2 497 366	(390 107)	2 246 324	214 678	2 461 002
Au 1er janvier 2020	179 600	11 207	(52 416)	2 598 620	(405 843)	2 331 168	264 767	2 595 935
Résultat annuel				27 010		27 010	2 351	29 361
Autres éléments du résultat global (1)				(3 513)	(123 572)	(127 085)	(22 295)	(149 380)
<i>Résultat global</i>				23 497	(123 572)	(100 075)	(19 944)	(120 019)
Dividendes distribués				(66 373)		(66 373)	(5 042)	(71 415)
Variation nette des actions propres			1 733	(1 751)		(18)		(18)
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires							(1 678)	(914)
Autres variations				764		764		
Au 30 juin 2020	179 600	11 207	(50 683)	2 554 757	(529 415)	2 165 466	238 103	2 403 569

1) Stock par nature des autres éléments du résultat global :

Les autres éléments du résultat global comprennent pour l'essentiel les écarts de conversion cumulés à la clôture depuis fin 2003. Pour mémoire, en application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition aux IFRS ont été reclassés en report à nouveau à cette date.

Les réserves de conversion groupe se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) au 30 juin 2020 et 2019 :

	30 juin 2020	30 juin 2019
Dollar	44 208	38 134
Franc suisse	215 065	187 275
Livre turque	(283 139)	(265 413)
Livre égyptienne	(126 675)	(124 896)
Tengué kazakh	(95 957)	(85 699)
Ouguiya mauritanien	(11 789)	(6 755)
Réal brésilien	(91 337)	(1 915)
Roupie indienne	(179 791)	(130 838)
	(529 415)	(390 107)

6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2020

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION
NOTE 2	FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PERIMETRE
NOTE 3	GOODWILL
NOTE 4	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
NOTE 6	DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION
NOTE 7	CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS
NOTE 8	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
NOTE 9	CAPITAL SOCIAL
NOTE 10	AUTRES PROVISIONS
NOTE 11	DETTES FINANCIERES NETTES ET OPTIONS DE VENTE
NOTE 12	INSTRUMENTS FINANCIERS
NOTE 13	CHIFFRE D'AFFAIRES
NOTE 14	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
NOTE 15	AUTRES PRODUITS ET CHARGES
NOTE 16	RESULTAT FINANCIER
NOTE 17	IMPOTS SUR LES RESULTATS
NOTE 18	INFORMATIONS SECTORIELLES
NOTE 19	FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES
NOTE 20	FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT
NOTE 21	COMPOSITION DE LA TRESORERIE NETTE
NOTE 22	TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES
NOTE 23	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
NOTE 24	LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2020

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**1.1 DECLARATION DE CONFORMITE**

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2020.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2020 n'ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les comptes consolidés du 30 juin présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 30 juin 2020 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2019, à l'exception des normes applicables de façon obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020.

Il s'agit principalement de l'amendement d'IAS 1 et IAS 8 "Définition de l'importance relative", de l'amendement d'IFRS 3 "Définition d'une activité" et de l'amendement d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 "Réforme des taux interbancaire phase I" qui n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

Enfin, le Groupe s'est assuré au cours du 1^{er} semestre 2020 que l'interprétation IFRS IC (décembre 2019) sur la définition de la durée exécutoire des contrats de location était correctement appliquée. Les analyses réalisées par le Groupe ont abouti à la conclusion que cette interprétation n'avait aucun impact significatif. Par conséquent, la réappréciation de la durée des contrats de location au regard de cette interprétation n'a engendré aucune constatation complémentaire de droit d'utilisation et d'une obligation locative.

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 27 juillet 2020.

1.2 BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers.

Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation.

Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (notes 1.18 et 10), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (notes 1.16 et 10),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (notes 1.17 et 11.2),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur et l'exposition au risque de crédit (notes 1.15 et 12),
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (notes 1.21 et 17),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 1.4, 1.11 et 3),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (notes 1.7 relative aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats de location, la détermination de leur durée (période exécutoire), en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférent (notes 1.9 et 6).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence. Au 1^{er} semestre 2020, l'exercice a été marqué par la crise liée à l'épidémie mondiale de Covid-19 dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision au-delà du 30 Juin 2020. Les hypothèses retenues pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2020 tiennent compte de cet environnement de crise sanitaire, notamment pour l'identification des indices de perte de valeur et les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur (cf. note 3).

1.3 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels des sociétés arrêtés au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "participations dans des entreprises associées".

La liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 30 juin 2020 figure dans la note 24.

1.4 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES – GOODWILL

A compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition. Les goodwills issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwills y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("goodwill négatif"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un goodwill.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle.
Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :
 - soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
 - soit à leur juste valeur (option du goodwill "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un goodwill dit "complet".

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.

- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

Conformément à IAS 36 (cf. note 1.11), les goodwill font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

1.5 MONNAIES ETRANGERES

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	Cours de clôture		Cours Moyen	
	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
USD	1,1198	1,1234	1,1015	1,1298
CHF	1,0651	1,0854	1,0639	1,1294
EGP	18,1448	17,9955	17,3983	19,5142
TRL	7,6761	6,6843	7,1521	6,3543
KZT	452,2100	428,2200	445,9050	428,5083
MRU	44,4472	42,1843	41,3816	41,0492
XOF	655,9570	655,9570	655,9570	655,9570
BRL	6,1118	4,5157	5,4169	4,3407
INR	84,6235	80,1870	81,6766	79,1182

1.6 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service.

Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

1.7 QUOTAS D'EMISSION

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. A compter du 1^{er} janvier 2016, le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC depuis 2013, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013), qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution, ou à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui quasiment que des quotas alloués gratuitement par l'Etat dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

1.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	<u>Actifs ciment</u>	<u>Actifs béton granulats</u>
Génie civil :	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel :	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Equipements annexes :	8 ans	5 à 10 ans
Electricité :	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations :	5 ans	5 ans

Les gisements sont amortis au prorata des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

1.9 CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS16, sont comptabilisés au bilan, dès la mise à disposition de l'actif sous-jacent des contrats, avec la constatation à l'actif d'un droit d'utilisation et au passif d'une obligation locative. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location. Sont qualifiés de contrat de location tous les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les exemptions prévues par la norme IFRS 16 et appliquées par le Groupe, dont les paiements ne sont pas pris en compte dans l'obligation locative et le droit d'utilisation sont les suivantes :

- les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois),
- les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs de faible valeur (<5KUSD ou équivalent),
- les paiements relatifs à la composante de service du contrat de location, dès lors qu'elle est indétectable et mesurable,
- ainsi que les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs incorporels, dont le nombre est très limité.

Les loyers payés au titre de ces contrats ou composantes de contrat sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques). La définition de cette durée exécutoire tient compte aussi bien des aspects contractuels que des aspects économiques dans la mesure où l'existence de pénalités non négligeables en cas de résiliation du preneur sont analysées pour chaque contrat.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent les éventuelles composantes de services. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS16 "Immobilisations corporelles" linéairement sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS36 "Dépréciation d'actifs".

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat.

Ce taux d'emprunt marginal tient compte de plusieurs éléments dont la devise et l'échéance du contrat, l'environnement économique du preneur ainsi que de sa solidité financière. Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

Après la comptabilisation initiale, l'obligation locative est calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée, avec un ajustement correspondant de l'actif lié au droit d'utilisation, si les paiements de location futurs sont modifiés du fait de négociations, ou en cas de réévaluation d'options de renouvellement ou de résiliation.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont comptabilisés en application d'IFRS 16 et donnent lieu au compte de résultat à une charge d'amortissement ainsi qu'à une charge d'intérêts.

L'impact fiscal de l'application d'IFRS 16 donne lieu à comptabilisation d'impôt différé, déterminé sur la base de l'actif net de location sous déduction de la dette locative correspondante.

1.10 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans). La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, assistés d'un consultant externe, principalement par référence aux prix du marché observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables ou publiés par les chambres des notaires locales. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

1.11 DEPRECIATION DES ACTIFS NON COURANTS

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière année. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés avant impôt sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées au "process" de fabrication ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Pour certains pays soumis à des tensions sociales et sécuritaires, les hypothèses retenues intègrent en outre, sur la base de données récentes et de l'examen des effets de ces tensions sur les conditions actuelles de l'activité, l'amélioration potentielle résultant de la levée progressive et partielle de certaines d'entre elles.

Les flux de trésorerie projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) avant impôts, conformément aux prescriptions de la norme IAS 36. Ce dernier est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendante), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent. L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, à minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels, y inclus les droits d'utilisation IFRS16, majorée du goodwill attribuable aux minoritaires.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'EBITDA normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, ce taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Dans le contexte de crise sanitaire, le Groupe a analysé la marge dont disposaient les différentes UGT avant la crise, de leur degré de résistance à cette dernière et de leur capacité de résilience pour identifier d'éventuels indices de pertes de valeur. Afin d'en apprécier la sensibilité au contexte économique post crise sanitaire, il a projeté dans certains cas des flux de trésorerie révisés par rapport aux tests réalisés dans le cadre de la clôture au 31 décembre 2019.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwills, qui sont définitives.

1.12 STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

1.13 CREANCES

Les créances sont évaluées au coût amorti et sont comptabilisées à leur valeur nominale (montant initial de la facture). Les créances font l'objet de dépréciation dans le cadre du modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues défini par la norme IFRS 9 (cf. note 1.15).

Les créances clients peuvent faire l'objet de cessions à des établissements bancaires. Dans ce cas, une analyse de l'opération est menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution. Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus le cas échéant. Dans la situation inverse, les créances clients sont maintenues dans l'état de la situation financière consolidée.

1.14 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

1.15 INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le Groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autres éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

Passifs financiers

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Actions d'autocontrôle

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-après, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier ("Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers").

Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des swaps de taux, swaps de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;

- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- La couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;
- La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future "hautement probable") et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de Juste Valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de Flux de Trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

1.16 AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, ...).

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives et la législation en vigueur.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

En application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe avait choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

1.17 OPTIONS DE VENTE CONSENTIES SUR ACTIONS DE FILIALES CONSOLIDEES

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en goodwill, pour les options émises avant le 1er janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres - part du Groupe- pour les options émises après le 1^{er} janvier 2010.

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du goodwill (options émises avant le 1er janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres -part du Groupe- (options émises après le 1er janvier 2010).

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat -part du Groupe- reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

1.18 PROVISIONS

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

1.19 CHIFFRE D’AFFAIRES

Conformément à IFRS15, le chiffre d’affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l’entité s’attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d’accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients.

Les ventes du Groupe sont majoritairement constituées de biens et services ne formant qu’une seule obligation de prestation dans la mesure où la promesse de fournir le service ou le bien ne peut pas être identifiée séparément, le Groupe Vicat proposant à ses clients des services intégrés à la fourniture du produit.

1.20 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Il s’agit de charges et produits qui émanent de l’activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l’activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment les indemnités d’assurances, les redevances de brevets, les ventes d’excédents de CO2 et certaines charges liées à des sinistres ou litiges.

1.21 IMPOTS SUR LE RESULTAT

Les impôts différés sont calculés avec les taux d’impôts, dont l’application est attendue sur l’exercice au cours duquel l’actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d’une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l’état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d’actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s’il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d’impôts considérés.

Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d’impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non détection par l’administration fiscale. Chaque incertitude, analysée individuellement, est évaluée, soit en utilisant le montant le plus probable, soit par la moyenne pondérée des différents scénarii possibles.

1.22 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l’information sectorielle présentée a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d’Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l’allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- La France,
- La zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- La zone Amériques regroupant les Etats-Unis et le Brésil,
- La zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- La zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Egypte,
- La zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale. Une information additionnelle plus synthétique est présentée par secteurs d'activité.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT (cf. § 1.23), Total des actifs non courants, Capitaux nets investis (cf. § 18), Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

1.23 INDICATEURS FINANCIERS

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

Valeur Ajoutée : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires

Excédent Brut d'exploitation : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.

EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization / Résultat avant Intérêts, Impôts, Amortissements et Provisions) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

EBIT (Earning Before Interest and Tax / Résultat avant intérêts et Impôts) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

Capacité d'autofinancement : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).

1.24 SAISONNALITE

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PERIMETRE**Environnement macro-économique et activité dans le contexte de l'épidémie de Covid-19**

Au cours du premier semestre 2020, l'activité du Groupe a été impactée par la pandémie dans ses douze pays d'implantation, mais néanmoins avec des effets très différents d'une région à l'autre.

Dans ce contexte inédit, la priorité du Groupe a été avant tout d'assurer la sécurité sanitaire de ses salariés, de ses clients et de ses fournisseurs en appliquant strictement des procédures adaptées à la situation sanitaire.

- En France, après un ralentissement très sensible de l'activité dès la fin du mois de mars, celle-ci s'est progressivement améliorée tout en restant à un niveau relativement bas sur l'ensemble du mois d'avril. Au cours du mois de mai et surtout du mois de juin, le niveau d'activité a poursuivi son amélioration ;
- En Suisse, l'activité est restée bien orientée dans les activités Ciment et Béton & Granulats ;
- En Afrique de l'Ouest, l'activité est restée dynamique dans le Ciment, soutenue par des volumes et des prix favorablement orientés. L'activité Granulats au Sénégal a été affectée par le fort ralentissement des chantiers publics d'infrastructures ;
- Aux Etats-Unis, depuis le début de la crise sanitaire, l'activité est restée bien orientée tant en terme de volumes que de prix de vente ;
- Au Brésil, les marchés sur lesquels le Groupe opère ont été peu affectés par l'épidémie du COVID 19, et l'activité est restée bien orientée ;
- En Turquie et en Egypte, les niveaux d'activités sont restés affectés par des environnements macro-économiques et concurrentiels toujours difficiles, sans que cela puisse être spécifiquement imputé à l'épidémie du COVID 19 ;
- Au Kazakhstan, après un début d'année particulièrement dynamique, les décisions de confinement et l'environnement concurrentiel ont légèrement impacté les volumes et les prix de vente au cours du second trimestre ;
- Enfin, en Inde, après une interruption totale des opérations du 24 mars au 17 avril suite aux décisions de confinement strict prises par les autorités, l'activité a repris, bien qu'à un rythme sensiblement plus bas que celui enregistré l'année dernière sur la même période.

Des mesures d'adaptation ont également été mises en place dans le cadre d'un plan de réduction des coûts opérationnels, d'amélioration du besoin en fonds de roulement et de report d'investissements industriels non-stratégiques.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures d'adaptation des pratiques de travail ont été appliquées (fermeture temporaire de sites, mise en place des mesures barrières etc...). Ainsi, au-delà des impacts dans les comptes liés au ralentissement de l'activité et à la sous-activité industrielle induite dans certains pays, ces différentes actions se sont traduites de la manière suivante dans le compte de résultat du Groupe au 30 juin 2020 :

- Des coûts additionnels et non-productifs directement imputables à l'application des mesures barrières comme l'achat de masques, gel, la mise en place d'aménagements spécifiques etc... L'impact de ces charges est de -1,3 million d'euros et est présenté en "Autres produits et charges non ordinaires" (cf. note 15)
- Des mesures gouvernementales de soutien qui se traduisent essentiellement pour le Groupe par des mesures de chômage partiel en France et en Turquie. Le montant de ces mesures s'élève à 0,9 million d'euros et est comptabilisé en moins des charges de personnel correspondantes (conformément à IAS 20).

Dans ce contexte particulier, le Groupe a pris soin d'analyser l'ensemble des éventuelles incidences comptables liées à l'épidémie de Covid-19. Parmi ces sujets figurent les dépréciations des créances, les dépréciations des stocks, les immobilisations et les titres de participation, la recouvrabilité des impôts différés actifs ainsi que l'identification des indices de perte de valeur et les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur.

Aucun de ces sujets n'a eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 1^{er} semestre.

Transfert du siège social de Paris à l'Isle d'Abeau

Des mesures d'adaptation des structures de coûts du Groupe ont d'ores et déjà été mises en place au cours du 1^{er} semestre dans le cadre d'un plan de réduction des coûts opérationnels et de report d'investissements industriels non-stratégiques. Dans ce cadre, le Groupe a notamment décidé de re-localiser son siège social à L'Isle d'Abeau près de Lyon, centre opérationnel France du Groupe où les équipes "Corporate" seront installées au mois de septembre.

Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat

Le compte de résultat du 1^{er} semestre 2020 a été fortement impacté par un appauvrissement de la majorité des monnaies étrangères par rapport à l'euro, principalement le réal brésilien, la roupie indienne et la livre turque. Il en résulte sur la période un effet de change négatif de -8,4 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de -2,7 millions d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion négatifs sur le 1^{er} semestre 2020 pour un montant net global de -145,5 millions d'euros.

Egypte

Malgré une opération engagée maintenant depuis près de 18 mois, l'armée égyptienne n'est pas encore parvenue à rétablir totalement la sécurité de certaines zones du Sinaï. Pour autant, les opérations commerciales ont repris et les flux logistiques sont peu ou prou revenus à la situation précédente.

Ainsi l'activité commerciale est en progression sensible avec des volumes de ventes qui augmentent de 21% au premier semestre par rapport à la même période de l'année précédente, et ce en dépit des perturbations liées à la crise sanitaire. Néanmoins, toute l'industrie cimentière a souffert avec un marché ralenti par la crise Covid-19, et de plus, toujours perturbé par un acteur cimentier dépendant de l'Etat.

Le Groupe considère toutefois qu'en l'état actuel des indicateurs qu'il possède, aussi bien économiques qu'opérationnels, ces événements ne constituent pas, à ce stade, un indice de diminution durable de la valeur de l'actif. Sauf dégradation supplémentaire de la situation géopolitique, sanitaire ou sécuritaire, ces événements et leurs conséquences ne sont pas, à ce jour, de nature à remettre en cause les perspectives d'amélioration de la rentabilité de la filiale, qui devrait commencer à se matérialiser progressivement à compter de 2021. Le retour de la croissance de la consommation cimentière dans un contexte d'amélioration de la situation macro-économique de l'Egypte, constaté avant le début de la crise sanitaire, offre un potentiel de développement important pour Sinaï Cement Company, surtout si ce retour de la croissance est accompagné, comme l'annoncent les autorités égyptiennes, d'une solution aux problèmes du Sinaï et de la bande de Gaza, ainsi que de l'ouverture de débouchés à l'exportation.

Pour y faire face, le Groupe projette d'investir dans l'outil industriel, endommagé par des années d'environnement opérationnel difficile. Pour lui donner les moyens de réaliser ces investissements d'amélioration de productivité et de maîtrise des coûts, le Groupe a lancé une augmentation de capital de 650 MEGP pour renforcer la structure financière de la filiale. La libération des fonds apportés par les actionnaires interviendra après l'obtention des validations administratives, dont le processus d'obtention est toujours en cours à la date d'arrêtés des comptes.

Rappel des faits marquants 2019**Acquisition de Ciplan**

Suite à l'accord signé début octobre 2018, le Groupe Vicat a acquis le 21 janvier 2019 la société Ciplan (Cimento do Planalto) et détient désormais une participation majoritaire de 66,07% du capital de la société, après prise en compte du besoin en fonds de roulement et de la dette nette à la date de transaction. Cette opération s'est réalisée sous la forme d'une augmentation de capital réservée de 295 millions d'euros qui a permis de rembourser l'essentiel de la dette de la société Ciplan. Vicat a financé cette acquisition par tirages sur les lignes bancaires existantes.

Ciplan exploite une cimenterie moderne, à proximité de Brasilia, d'une capacité de production annuelle de 3,2 millions de tonnes de ciment, assise sur des réserves minérales abondantes et de qualité. La Société dispose par ailleurs d'un réseau de 9 centrales de béton prêt à l'emploi et de 5 carrières dont deux de granulats.

Avec cette acquisition, Vicat poursuit sa stratégie de croissance externe sélective et de diversification géographique, en s'implantant sur un nouveau marché émergent bénéficiant d'un fort potentiel de croissance. Afin de tirer pleinement profit des perspectives du marché brésilien, Vicat pourra s'appuyer sur un outil industriel performant, une marque bénéficiant d'une forte notoriété, de vastes réserves en carrière et enfin, de fortes positions sur ses marchés locaux.

Refinancement du Groupe – Emission d'un Schuldschein

Dans le cadre du refinancement de sa dette, et avec l'objectif d'en réduire le coût moyen, d'en prolonger la maturité moyenne et de diversifier ses sources de financement, le groupe Vicat a finalisé avec succès le 26 avril 2019 l'émission d'un Schuldscheindarlehen (placement privé de droit allemand) d'un montant de 290 millions d'euros.

Ce financement comprend des tranches d'emprunt à 5 ans, 7 ans et 10 ans, ainsi qu'une combinaison de taux fixes et de taux variables. A la date de réalisation, la maturité moyenne de ce placement s'établit à 6,24 années, et le taux moyen d'intérêt s'élève à 1,3%.

Par ailleurs, Vicat a activé les options permettant, à l'issue de la deuxième année, de conserver la durée initiale de 5 ans sur la ligne de 550 M€ de crédit syndiqué ainsi que sur ses lignes bilatérales. Ces opérations ont pour conséquence de rallonger la maturité moyenne de la dette qui ressort, au 31 décembre 2019, à 4,4 ans.

NOTE 3 GOODWILL

La variation des goodwills nets s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Ouverture	1 224 430	1 006 753
Acquisitions / Augmentations (1)	800	225 568
Cessions / Diminutions	(696)	(2 988)
Variations de change	(64 190)	(4 903)
Autres mouvements	35	-
Clôture	1 160 379	1 224 430

(1) : incluant à fin 2019 une correction du goodwill de notre filiale brésilienne de -7,2M€ suite à un ajustement des capitaux propres à la date d'acquisition

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R et IAS 36, les goodwill font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les notes 1.4 et 1.11.

Même si, in fine, la crise sanitaire du Covid-19 a eu une incidence relativement limitée sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020, il n'en demeure pas moins qu'elle génère de vraies incertitudes pour le futur, notamment quant à ses incidences sur les marchés de la construction et les impacts organisationnels. C'est dans ce contexte que le Groupe a procédé au 30 juin 2020 à une revue des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill et à des tests de sensibilité.

Ceux-ci ont été réalisés principalement pour les UGT présentant une "marge" peu importante à la clôture précédente et sur la base d'hypothèses opérationnelles révisées par rapport aux tests réalisés à fin décembre 2019 (notamment en matière de volumes, de prix de vente et de coûts des combustibles et de l'énergie) communiquées par les directions opérationnelles et financières. Les taux d'actualisation utilisés pour réaliser ces analyses de sensibilité ont également été actualisés au 30 juin 2020.

A l'issue de ces analyses, aucune dépréciation n'est à constater sur les UGT du Groupe au 30 juin 2020.

Les goodwill se répartissent comme suit par UGT :

	Goodwill (en milliers d'euros)	
	Juin 2020	Déc. 2019
UGT Inde	221 459	233140
UGT France-Italie	222 438	221157
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	147 241	148815
UGT Brésil	147 093	199084
UGT Suisse	145 984	144589
Autres UGT cumulées	276 164	277645
TOTAL	1 160 379	1 224 430

Les tests de sensibilité à une variation de + 1% du taux d'actualisation et ceux à une variation de -1% du taux de croissance à l'infini réalisés à la clôture semestrielle sur les UGT présentant une « marge » peu importante à la clôture précédente entraînent dans les deux cas une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable de trois UGT, pour des montants cumulés respectifs d'environ -47 millions d'euros et -24 millions d'euros principalement sur les UGT de la zone Méditerranée.

NOTE 4 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*(en milliers d'euros)*

Valeurs brutes	<i>Concessions, brevets & droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	Total
Au 31 décembre 2018	82 215	55 894	71 831	10 738	220 678
Acquisitions	3 161	4 243	722	10 481	18 607
Cessions		(3 060)	(1 149)		(4 209)
Variations de périmètre	44 521	1 692	15 930		62 143
Variations de change	(1 193)	235	722	207	(29)
Autres mouvements	2 979	3 430	1 071	(5 048)	2 432
Au 31 décembre 2019	131 683	62 434	89 127	16 378	299 622
Acquisitions		215	1 508	4 608	6 331
Cessions		(17)			(17)
Variations de périmètre					0
Variations de change	(11 264)	(408)	(3 751)	88	(15 335)
Autres mouvements	(425)	2 534	(1 165)	(2 341)	(1 397)
Au 30 juin 2020	119 994	64 758	85 719	18 733	289 204

Amortissements et pertes de valeur	<i>Concessions, brevets & droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	Total
Au 31 décembre 2019	(24 302)	(37 661)	(40 399)	0	(102 362)
Augmentation	(1 604)	(5 789)	(4 553)		(11 946)
Diminution		505	449		954
Variations de périmètre	(71)	(8)	179		100
Variations de change	(456)	(251)	(708)		(1 415)
Autres mouvements	(2 464)		4 557		2 093
Au 31 décembre 2019	(28 897)	(43 204)	(40 475)	0	(112 576)
Augmentation	(944)	(3 305)	(2 135)		(6 384)
Diminution		17			17
Variations de périmètre					0
Variations de change	88	65	253		406
Autres mouvements	157	(48)	555		664
Au 30 juin 2020	(29 596)	(46 475)	(41 802)	0	(117 873)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2019	102 786	19 230	48 652	16 378	187 046
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2020	90 398	18 283	43 917	18 733	171 331

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du 1^{er} semestre 2020 ni au cours de l'exercice 2019.

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES*(en milliers d'euros)*

Valeurs brutes	<i>Terrains & constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 31 décembre 2018	1 158 777	2 998 692	140 876	121 719	4 420 064
Acquisitions	10 099	27 706	6 840	177 208	221 853
Cessions	(6 645)	(16 849)	(11 866)	(39)	(35 399)
Variations de périmètre	154 070	39 282	9 055	394	202 801
Variations de change	4 134	18 873	2 164	970	26 141
Autres mouvements	28 574	78 195	4 252	(120 150)	(9 129)
Au 31 décembre 2019	1 349 009	3 145 899	151 321	180 102	4 826 331
Acquisitions	1 333	5 392	5 240	99 287	111 252
Cessions	(171)	(6 891)	(3 915)		(10 977)
Variations de périmètre		86	(87)		(1)
Variations de change	(45 845)	(46 448)	(748)	(1 839)	(94 880)
Autres mouvements	36 024	29 873	5 018	(75 290)	(4 375)
Au 30 juin 2020	1 340 350	3 127 911	156 829	202 260	4 827 350

Amortissements et pertes de valeur	<i>Terrains & Constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 31 décembre 2018	(551 209)	(1 960 334)	(102 476)	(5)	(2 614 024)
Augmentation	(44 408)	(132 074)	(9 223)		(185 705)
Diminution	6 156	15 529	10 912		32 597
Variations de périmètre	(1 449)	(2 532)	(4 396)		(8 377)
Variations de change	(5 937)	(13 730)	(1 678)		(21 345)
Autres mouvements	2 346	1 897	(1 944)	5	2 304
Au 31 décembre 2019	(594 501)	(2 091 244)	(108 805)	0	(2 794 550)
Augmentation	(23 321)	(67 559)	(4 694)		(95 574)
Diminution	164	6 469	3 676		10 309
Variations de périmètre		(71)	77		6
Variations de change	4 537	18 332	(1)		22 868
Autres mouvements	(2 364)	7 474	1 907		7 017
Au 30 juin 2020	(615 485)	(2 126 599)	(107 840)	0	(2 849 924)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2019	754 508	1 054 655	42 516	180 102	2 031 781
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2020	724 865	1 001 312	48 989	202 260	1 977 426

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 192 millions d'euros au 30 juin 2020 (161 millions d'euros au 31 décembre 2019) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 10 millions d'euros au 30 juin 2020 (19 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 294 millions d'euros au 30 juin 2020 (274 millions d'euros au 31 décembre 2019).

NOTE 6 DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION*(en milliers d'euros)*

Valeurs brutes	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2019	83 601	68 413	164 410	73 513	389 937
Acquisitions	3 770	5 549	25 418	16 126	50 863
Cessions	(359)	(2 152)	(20 601)	(14 253)	(37 365)
Variations de périmètre	141	3 149	837		4 127
Variations de change	470	374	781	102	1 727
Autres mouvements	(5 476)	(549)	1 874	(6 297)	(10 448)
Au 31 décembre 2019	82 147	74 784	172 719	69 191	398 841
Acquisitions	1 175	1 191	8 348	3 645	14 359
Cessions	(251)	(899)	(6 653)	(1 846)	(9 649)
Variations de périmètre			81	(81)	0
Variations de change	(620)	(194)	(1 593)	(1 046)	(3 453)
Autres mouvements	1 072	(1 106)	(4 637)	(6 416)	(11 087)
Au 30 juin 2020	83 523	73 776	168 265	63 447	389 011

Amortissements et pertes de valeur	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2019	(21 184)	(34 855)	(72 126)	(37 980)	(166 145)
Augmentation	(5 542)	(6 440)	(31 174)	(14 464)	(57 620)
Diminution	357	1 752	17 496	14 139	33 744
Variations de périmètre	(133)	(712)	(636)		(1 481)
Variations de change	(103)	(151)	(486)	(81)	(821)
Autres mouvements	(300)	345	2 298	10 205	12 548
Au 31 décembre 2019	(26 905)	(40 061)	(84 628)	(28 181)	(179 775)
Augmentation	(2 821)	(2 799)	(15 366)	(6 204)	(27 190)
Diminution	252	899	6 217	1 828	9 196
Variations de périmètre			(36)	36	0
Variations de change	78	131	591	181	981
Autres mouvements	569	2 276	(647)	(2 197)	1
Au 30 juin 2020	(28 827)	(39 554)	(93 869)	(34 537)	(196 787)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2019	55 242	34 723	88 091	41 010	219 066
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2020	54 696	34 222	74 396	28 910	192 224

Principales activités de location

La majorité des contrats de location en vigueur dans le Groupe concernent les véhicules liés directement à l'activité opérationnelle (chantiers, transports routiers et véhicules particuliers) et l'immobilier (terrains et bâtiments).

En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ils concernent également dans une moindre mesure des machines, des équipements et du matériel informatique.

La majorité de ces contrats sont portés par les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure par les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

Les charges liées aux contrats de courte durée (< ou = 12 mois), de faible valeur (<5KUSD) et aux paiements de location variables ne dépendant pas d'un taux et/ou indice ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives. Une analyse des échéances des obligations locatives est présentée à la note 11 "Dettes financières".

NOTE 7 CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2018	154 658	(1 827)	152 831
Acquisitions / Augmentations	46 212	(1 227)	44 985
Cessions / Diminutions	(13 291)		(13 291)
Variations de périmètre	65 625		65 625
Variations de change	(1 202)	(22)	(1 224)
Variation constatée en autres éléments du résultat global	(12 432)		(12 432)
Autres	(1 019)	667	(352)
Au 31 décembre 2019	238 551	(2 409)	236 142
Acquisitions / Augmentations	12 228	(11 041)	1 187
Cessions / Diminutions	(1 256)	183	(1 073)
Variations de périmètre			0
Variations de change	(22 765)	6	(22 759)
Variation constatée en autres éléments du résultat global	4 559		4 559
Autres	6 587		6 587
Au 30 juin 2020	237 904	(13 261)	224 643
dont :			
- titres de participation (cf. note 12)	33 292	(709)	32 583
- titres immobilisés	491	(10)	481
- prêts et créances (1)	175 856	(12 543)	163 313
- actifs des régimes d'avantages au personnel	10 602		10 602
- instruments financiers (cf. note 12)	17 664		17 664
Au 30 juin 2020	237 905	(13 262)	224 643

(1)

Ciplan :

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnissables dans les autres actifs non courants à hauteur de 51 millions d'euros (voir note 10).

Bharathi Cement :

Au 30 juin 2020, un montant de 34 millions d'euros (y inclus intérêts), faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Pour mémoire, le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement).

La procédure a d'abord donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros à l'origine) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros à l'origine) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière.

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé.

En juillet 2019, la cour d'appel de Delhi a invalidé la saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies, demandant la mise en place d'une garantie bancaire préalablement au remboursement des fonds. L'"Enforcement Directorate" a fait appel de la décision.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée fin 2018 en "autres créances non courantes".

Perte de valeur des prêts et créances :

Les difficultés liées à l'environnement macroéconomique ont conduit le Groupe à constater au cours du premier semestre 2020 une dépréciation de 11 millions d'euros relative à des prêts réalisés en liaison avec des investissements dans la zone Méditerranée.

Cession de créances en France :

Au 30 Juin 2020, le Groupe a procédé à une cession de créances à hauteur de 67 millions d'euros. Cette cession concerne des créances initialement portées par des sociétés françaises du Groupe. Conformément à la norme IFRS 9, les créances concernées sont décomptabilisées dans la mesure où les conditions contractuelles signées avec le factor font ressortir le transfert des flux de trésorerie au factor et le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages associés à ces créances.

NOTE 8 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Disponibilités	142 564	171 841
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	240 011	226 673
Trésorerie et équivalents de trésorerie	382 575	398 514

Les disponibilités incluent au 30 juin 2020 un montant de 36 millions d'euros (idem à fin 2019) correspondant à la contrevaletur en "euro" des souscriptions faites par les actionnaires de notre filiale égyptienne Sinai Cement Company dans le cadre de son augmentation de capital en cours et dont la libération, et donc la disponibilité, interviendront avec la validation des autorités locales compétentes (cf. note 2).

NOTE 9 CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 678 761 actions détenues en propre au 30 juin 2020 (652 682 au 31 décembre 2019) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2020 au titre de l'exercice 2019 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros, identique au dividende de 1,50 euro par action versé en 2019 au titre de l'exercice 2018 soit au total 67 350 milliers d'euros.

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action et s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions ordinaires moyen pondéré de Vicat en circulation sur l'exercice.

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF (Natixis Securities auparavant).

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 60 607 titres Vicat et 1 580 milliers d'euros.

En février 2020, Vicat et Natixis ont conclu un nouveau mandat de rachat d'actions au titre duquel Vicat a donné mandat à Natixis d'acquérir pour son compte et en son nom, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, une quantité maximum de 40 000 actions. A fin juin 2020, 40 000 actions ont ainsi été rachetées au titre de ce mandat pour un montant global de 1 061 milliers d'euros.

NOTE 10 AUTRES PROVISIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	155 912	141 235
Reconstitution des sites	52 725	51 420
Démolitions	604	564
Autres risques (1)	65 414	91 590
Autres charges	8 558	7 305
Autres provisions	127 301	150 878
- dont à moins d'un an	9 986	10 635
- dont à plus d'un an	117 315	140 243

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2020 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan (Brésil) à hauteur de 40 millions d'euros (66 millions d'euros au 31 décembre 2019) concernant majoritairement :
 - des litiges fiscaux liés principalement à des crédits d'impôts (ICMS) imputables sur les droits d'importation liés à l'achat de coke et diesel pour les besoins de la production, et contestés par l'administration fiscale (37,8 millions d'euros),
 - des litiges sociaux et prud'homaux suite au départ d'anciens salariés (2,1 millions d'euros),
 - des litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (0,5 million d'euros).

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée dans les autres actifs non courants à hauteur de 51 millions d'euros (voir note 7), au titre d'une part des sinistres indemnisables comptabilisés en provision (40 millions d'euros) et d'autre part, au titre d'une taxe fiscale comptabilisée en dettes fiscales supérieures à 1 an (11 millions d'euros).

- un montant de 12,3 millions d'euros (11,6 millions d'euros au 31 décembre 2019) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.

Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 13,1 millions d'euros au 30 juin 2020 (14 millions d'euros au 31 décembre 2019) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

NOTE 11 DETTES FINANCIERES NETTES ET OPTIONS DE VENTE

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2020 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Dettes financières à plus d'un an	1 117 439	1 102 263
Options de vente à plus d'un an	7 526	7 506
Obligations locatives à plus d'un an	159 671	178 398
Dettes financières et options de vente à plus d'un an	1 284 636	1 288 167
Instrument financiers actif à plus d'un an - cf. note 9 -(1)	(17 664)	(13 105)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an	1 266 972	1 275 062
Dettes financières à moins d'un an	373 656	391 594
Options de vente à moins d'un an	0	0
Obligations locatives à moins d'un an	52 963	59 864
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	426 619	451 458
Instrument financiers actif à moins d'un an (1)	(32 863)	(30 072)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an	393 756	421 386
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	1 653 202	1 688 942
Total des options de vente	7 526	7 506
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif	1 660 728	1 696 448

(1) Au 30 juin 2020, les instruments financiers actifs (50,5 millions d'euros) sont présentés dans les actifs non courants (cf. note 7) pour la part supérieure à 1 an (17,6 millions d'euros) et dans les autres créances pour la part inférieure à un an (32,9 millions d'euros). Ils représentaient 43,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Dettes financières et options de vente > 1 an</i>	<i>Instruments financiers actif > 1 an</i>	<i>Obligations locatives > 1 an</i>	<i>Dettes financières et options de vente < 1 an</i>	<i>Instruments financiers actif < 1 an</i>	<i>Obligations locatives < 1 an</i>	Total
Au 1er janvier 2019	879 713	(25 537)	195 751	152 813	0	47 797	1 250 537
Emissions	419 706		44 564	9 227		6 299	479 796
Remboursements	(38 279)		(6 667)	(5 623)		(45 852)	(96 421)
Variations de change	(4 846)		1 136	(1 675)		(4)	(5 389)
Variations de périmètre	66 652		2 653	9 956		341	79 602
Autres mouvements (1)	(213 177)	12 432	(59 039)	226 896	(30 072)	51 283	(11 677)
Au 31 décembre 2019	1 109 769	(13 105)	178 398	391 594	(30 072)	59 864	1 696 448
Emissions	34 484		12 090	13 633		3 544	63 751
Remboursements	(1 133)		(354)	(32 328)		(24 194)	(58 009)
Variations de change	(15 458)		(1 889)	(3 038)		(835)	(21 220)
Variations de périmètre				100			100
Autres mouvements (1)	(2 697)	(4 559)	(28 574)	3 695	(2 791)	14 584	(20 342)
Au 30 juin 2020	1 124 965	(17 664)	159 671	373 656	(32 863)	52 963	1 660 728

(1) correspondant pour l'essentiel au reclassement à moins d'un an de la dette classée à plus d'un an l'exercice précédent, ainsi qu'aux variations des découverts.

11.1 Dettes financières

Répartition des dettes financières par catégorie et échéances

30 juin 2020 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	juin-21	juin-22	juin-23	juin-24	juin-25	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 343 542	252 869	17 271	109 248	164 092	619 129	180 933
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	(50 527)	(32 863)		(17 664)			
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	1 864	104			1 142	229	389
Emprunts et dettes financières divers	13 936	4 834	436	173	173	761	7 559
Obligations locatives	212 634	52 963	40 203	26 735	15 192	8 776	68 765
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	83 090	83 090					
Dettes financières	1 653 202	393 756	57 910	136 156	179 457	628 666	257 257
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>427 000</i>					<i>427 000</i>	

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées de l'échéance de l'USPP de Vicat en France, des lignes bilatérales de Sococim industries au Sénégal, des dettes IFRS16, ainsi que des soldes créditeurs de banque.

31 décembre 2019 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 346 450	266 522	12 967	105 144	12 640	206 646	742 531
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	(43 177)	(30 072)		(13 105)			
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	2 000	309			1 087	238	366
Emprunts et dettes financières divers	15 223	5 993	179	194	174	268	8 415
Obligations locatives	238 262	59 864	44 065	33 869	19 269	11 075	70 120
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	89 007	89 007					
Dettes financières	1 688 942	421 386	57 211	139 207	32 083	217 989	821 066
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>550 000</i>						<i>550 000</i>

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swaps de devises)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Euro	1 089 550	1 105 500
Dollar américain	62 378	71 945
Livre turque	16 150	10 966
Franc CFA	109 022	115 419
Franc suisse	239 900	238 578
Ouguiya mauritanien	7 644	8 159
Livre égyptienne	51 146	47 022
Roupie indienne	28 544	27 986
Tengué Kazakh	69	103
Real Brésilien	48 799	63 264
Total	1 653 202	1 688 942

Selon le taux

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	31 décembre 2019
Taux fixe	802 419	858 512
Taux variable	850 783	830 430
Total	1 653 202	1 688 942

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2020 est de 3,11%. Sans prise en compte de l'application d'IFRS16, il serait de 2,89% contre 3,16% à fin décembre 2019.

La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2020 est égale à 3,8 ans. Sans prise en compte de l'application d'IFRS16, elle serait de 3,6 contre 4,1 à fin 2019.

11.2 Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées

Des accords ont été conclus par le passé entre Vicat et la Société Financière Internationale, afin d'organiser leurs relations au sein de la société Mynaral Tas, au titre desquels le Groupe a consenti une option de vente à son partenaire sur sa participation dans Mynaral Tas.

L'option de vente consentie à la Société Financière Internationale était exerçable au plus tôt en décembre 2013. La comptabilisation de cette option a donné lieu à la constatation d'une dette à plus d'un an de 7,6 millions d'euros au 30 juin 2020 (7,5 millions d'euros 31 décembre 2019). Cette dette correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option consentie à la Société Financière Internationale.

NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts, dus au titre de l'emprunt émis initialement par le Groupe en US dollars (350 millions d'US dollars pour Vicat) a été converti en euros au moyen de Cross Currency Swaps, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après (cf. a).

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 5, 7 et 10 ans.

Le groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Le groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 442 millions d'euros au 30 juin 2020 (440 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Le groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 550 millions d'euros. Au 30 juin 2020, le montant des billets émis s'élève à 427 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 30 juin 2020 à celui des billets émis, soit 427 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de "gearing" (52,9%) et de "leverage" (2,49), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe. Au 30 juin 2020, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Pour les besoins du calcul des covenants, le gearing et le leverage sont calculés hors IFRS16 et s'élèvent à 43,8% et 2,38.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin juin 2020 :

(en milliers de devises)	Valeur nominale (devise)		Valeur Nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
					< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
<u>Couverture de flux de trésorerie (a)</u>							
Instruments composés							
- Cross Currency Swap TF \$/TF €	350 000	\$	312 556	50 166 ⁽¹⁾	32 502	17 664	
<u>Autres dérivés</u>							
Instruments de taux d'intérêt							
- Caps Euro	714 500	€	714 500	(1 864)	(104)	(1 203)	(557)
<u>Instruments de change (a)</u>							
Couverture du risque de change sur							
- VAT CHF	51 000	CHF	47 883	69	69		
- VAT CHF	220 000	CHF	206 553	292	292		
				48 663			

(1) En contrepartie, l'écart de valeur entre les dettes au cours de couverture et leurs coûts amortis ressort à 48.5 millions d'euros.

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. Sont principalement concernés les instruments dérivés (cross currency swaps) visant à éliminer le risque de change sur les dettes contractées en US dollars qui n'est pas la monnaie fonctionnelle du Groupe.

L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés a été estimé en retenant une exposition au défaut calculée selon la méthode des "add-ons forfaitaires", une perte en cas de défaut de 40% et une probabilité de défaut déterminée à partir des ratings des banques ou de celui estimé du Groupe. L'impact sur la juste valeur n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2020 :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	0,0	
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	48,7	voir ci-dessus
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	32,6	Note 7

NOTE 13 CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Ventes de biens	1 137 335	1 163 126
Ventes de services	166 360	176 632
Chiffre d'affaires	1 303 695	1 339 758

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	Variations de périmètre	Variations de change	30 juin 2020 Périmètre et change constants	30 juin 2019
Chiffre d'affaires	1 303 695	15 269	(8 379)	1 296 805	1 339 758

NOTE 14 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(102 246)	(97 601)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(27 140)	(28 572)
Dotations nettes aux provisions	(2 915)	(1 673)
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(4 905)	(3 401)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(137 206)	(131 247)
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires (1)	(14 161)	(15 115)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(151 367)	(146 362)

(1) - incluant au 30 juin 2020 :

- a. une dotation aux provisions chez Ciplan à hauteur de (2,6) millions d'euros ((14,8) millions d'euros au 30 juin 2019) au titre des litiges indemnisables provisionnés sur la période, relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat, et pour lesquels la société a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens (note 7). Un produit de garantie correspondant a été comptabilisé à due concurrence (note 15)
- b. une dépréciation de 11 millions d'euros relative à des prêts réalisés en liaison avec des investissements dans la zone Méditerranée (note 7)

NOTE 15 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat sur cessions d'actifs	816	1 856
Produits des immeubles de placement	1 968	1 960
Autres (1)	11 132	9 230
Autres produits et charges ordinaires	13 916	13 046
Autres produits et charges non ordinaires (2)	132	12 685
Total	14 048	25 731

(1) Incluant au 30 juin 2020 un montant de 5,5 millions d'euros correspondant au crédit d'impôt relatif à une taxe sur ventes (PIS COFIN) constaté par notre filiale brésilienne

(2) Incluant au 30 juin 2020 :

- le produit de garantie comptabilisé chez Ciplan à hauteur de 2,6 millions d'euros (14,8 millions d'euros au 30 juin 2019) correspondant aux litiges indemnisables et provisionnés sur la période, relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat (notes 7 et 14)
- les coûts additionnels et non-productifs directement imputables à l'application des mesures barrières (achat de masques, gel, mise en place d'aménagement spécifiques, ...) à hauteur de -1,3 million d'euros (cf. note 2)

NOTE 16 RESULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	12 180	13 801
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(25 114)	(25 573)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5 207)	(5 401)
Coût de l'endettement financier net	(18 141)	(17 173)
Dividendes	621	222
Gains de change	4 767	6 703
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	-	-
Reprises financières de provisions	183	-
Résultat sur cession de titres	180	-
Produit d'actualisation	3 378	-
Autres produits	-	103
Autres produits financiers	9 129	7 028
Pertes de change	(6 386)	(5 803)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	(108)	(210)
Dotations financières aux provisions	(79)	(1 261)
Résultat sur cession de titres	-	(67)
Charge d'actualisation	-	(4 463)
Autres charges	(62)	-
Autres charges financières	(6 635)	(11 804)
Résultat financier	(15 647)	(21 949)

NOTE 17 IMPÔTS SUR LES RESULTATS**Composante de la charge d'impôt**

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Impôts exigibles	(17 157)	(31 023)
Impôts différés	(2 519)	3 875
Total	(19 676)	(27 148)

Impôts différés actifs non comptabilisés

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 30 juin 2020, du fait de leur imputation prévue au cours de la période d'exonération dont bénéficient les entités concernées ou du fait de leur récupération non probable, s'élèvent à 11,2 millions d'euros (9,8 millions d'euros au 31 décembre 2019).

NOTE 18 INFORMATIONS SECTORIELLES**a) Informations par secteurs géographiques**

L'information relative aux zones géographique est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

30 juin 2020 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amérique	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	456 061	198 531	297 622	149 064	74 829	146 249	1 322 356
Eliminations inter-pays	(12 004)	(302)	0	(19)	0	(6 336)	(18 661)
Chiffre d'affaires consolidé	444 057	198 229	297 622	149 045	74 829	139 913	1 303 695
EBITDA (cf. 1.23)	56 363	39 593	56 321	38 221	(9 466)	31 821	212 853
EBIT (cf. 1.23)	13 775	19 649	26 355	18 841	(17 992)	15 019	75 647
Bilan							
Total des actifs non courants	778 832	648 441	939 944	733 619	316 541	497 920	3 915 297
Capitaux nets investis (1)	740 506	633 047	778 594	743 209	304 105	531 036	3 730 497
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	26 533	14 746	62 193	8 400	5 428	15 471	132 771
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(40 454)	(18 674)	(29 318)	(17 336)	(8 280)	(15 324)	(129 386)
Effectif moyen	3 003	1 093	2 136	1 232	1 688	941	10 093
30 juin 2019 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>							
France	Europe (hors France)	Amérique	Asie	Méditerranée	Afrique	Total	
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	511 153	182 093	274 980	193 106	74 584	115 803	1 351 719
Eliminations inter-pays	(10 802)	(210)	0	(31)	0	(918)	(11 961)
Chiffre d'affaires consolidé	500 351	181 883	274 980	193 075	74 584	114 885	1 339 758
EBITDA (cf. 1.23)	84 232	37 924	38 767	48 387	(4 340)	23 177	228 147
EBIT (cf. 1.23)	44 236	19 280	7 761	30 953	(13 664)	8 334	96 900
Bilan							
Total des actifs non courants	804 661	636 120	981 864	798 843	319 317	472 394	4 013 199
Capitaux nets investis (1)	883 039	586 905	834 208	826 893	334 366	522 704	3 988 115
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	27 659	15 472	24 928	13 464	5 737	21 197	108 457
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(40 149)	(18 122)	(29 090)	(16 514)	(8 131)	(14 167)	(126 173)
Effectif moyen	2 910	1 100	2 085	1 243	1 698	899	9 935

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

b) Informations par activité

30 juin 2020 (en milliers d'euros)	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<u>Compte de résultat</u>				
Chiffre d'affaires opérationnel	777 221	502 303	194 342	1 473 866
Eliminations inter – secteurs	(119 473)	(12 260)	(38 438)	(170 171)
Chiffre d'affaires consolidé	657 748	490 043	155 904	1 303 695
EBITDA (cf. 1.23)	161 974	46 474	4 405	212 853
EBIT (cf. 1.23)	78 289	4 027	(6 669)	75 647
<u>Bilan</u>				
Capitaux nets investis (1)	2 742 984	869 796	117 717	3 730 497
<hr/>				
30 juin 2019 (en milliers d'euros)	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<u>Compte de résultat</u>				
Chiffre d'affaires opérationnel	770 223	528 338	210 512	1 509 073
Eliminations inter – secteurs	(116 748)	(10 068)	(42 499)	(169 315)
Chiffre d'affaires consolidé	653 475	518 270	168 013	1 339 758
EBITDA (cf. 1.23)	154 543	63 928	9 676	228 147
EBIT (cf. 1.23)	75 751	21 308	(159)	96 900
<u>Bilan</u>				
Capitaux nets investis (1)	2 977 128	927 062	83 925	3 988 115

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

c) Informations relatives aux principaux clients

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

NOTE 19 FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en au 30 juin 2020 par le Groupe se sont élevés à 220 millions d'euros contre 32,9 millions d'euros au 30 juin 2019.

Cette hausse des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre les premiers semestres 2019 et 2020 provient d'une hausse de la capacité d'autofinancement de 2,3 millions d'euros et d'une amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement de 184,9 millions d'euros.

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2018	Variation du BFR année 2019	Autres Variations (1)	BFR au 31 décembre 2019	Variation du BFR 1er sem. 2020	Autres Variations (1)	BFR au 30 juin 2020
Stocks	385 133	(11 418)	27 836	401 551	9 267	(9 972)	400 846
Autres éléments de BFR	2 736	54 207	(65 513)	(8 570)	(54 247)	(3 901)	(66 718)
BFR	387 869	42 789	(37 677)	392 981	(44 980)	(13 873)	334 128

(1) Change, périmètre et divers

NOTE 20 FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2020 par le Groupe se sont élevés à (131,5) millions d'euros contre (427,0) millions d'euros au 30 juin 2019.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels (122,5 millions d'euros au 30 juin 2020 et 90,1 millions d'euros au 30 juin 2019) correspondant pour l'essentiel :

- Au 1^{er} semestre 2020, à des investissements réalisés aux Etats-Unis, en France, au Sénégal et en Suisse.
- Au 1^{er} semestre 2019, à des investissements réalisés en France, aux Etats-Unis, au Sénégal et en Suisse.

Acquisitions / cessions de titres consolidés

Aucune opération d'acquisition / cession de titres de sociétés consolidées n'a été réalisée au cours du 1^{er} semestre 2020. Elles s'étaient traduites par un décaissement global de de (291,8) millions d'euros au 30 juin 2019.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2019 l'ont été pour l'essentiel pour l'acquisition d'une participation majoritaire de 66,07% dans la société Ciplan au Brésil (voir notes 2).

NOTE 21 COMPOSITION DE LA TRESORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2020 Net	31 décembre 2019 Net
Trésorerie et équivalents de trésorerie	382 575	398 514
Découverts bancaires	(63 272)	(69 840)
Trésorerie nette	319 303	328 674

NOTE 22 TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020 et 2019 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	1 369	1 319	3 052	5 308	205	1 662	3 780	1 005
Autres parties liées	42	584	0	85	22	527	0	61
Total	1 411	1 903	3 052	5 393	227	2 189	3 780	1 066

NOTE 23 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Fin juillet 2020, le Groupe a sécurisé par anticipation le refinancement de l'échéance de l'USPP 2010 due en décembre 2020 en concluant une nouvelle ligne de placement privé US pour un montant de 175 M€ et une durée de 15 ans à des conditions de taux favorables. La mise en place de cette ligne permettra une économie substantielle de frais financiers sur l'ensemble de l'année 2021.

Aucun autre évènement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 30 juin.

NOTE 24 LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 30 juin 2020

Intégration globale : France

SOCIETE	PAYS	VILLE	30 juin	31 décembre
			2020	2019
			% d'INTERET	
VICAT	FRANCE	PARIS LA DEFENSE	-	-
AGENCY BULK CHARTERING VICAT	FRANCE	NANTES	49,99	49,99
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,98	49,98
LES ATELIERS DU GRANIER	FRANCE	CHAPAREILLAN	99,98	99,98
BETON CONTROLE COTE D'AZUR	FRANCE	NICE	99,97	99,97
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
CARRIERE DE BELLECOMBES ET DES BETONS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,97	49,97
CENTRE D'ETUDE DES MATERIAUX	FRANCE	FILLINGES	79,98	79,98
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	PARIS LA DEFENSE	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98

Intégration globale : Etranger

			30 juin 2020	31 décembre 2019
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	66,07	66,07
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	56,20	56,20
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPAN	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,89	99,90
SODEVIT	SENEGAL	BANDIA	100,00	100,00
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE (BALE)	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	82,46	82,46
CREABETON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFÜH (BERN)	66,67	66,67
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	78,67	78,67
FRISCHBETON THUN	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,48	53,48
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
SONNEVILLE AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	82,59	82,59
VIGIER BETON KIES SEELAND AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	91,76	91,76
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
VIGIER TRANSPORT AG (ex-GRANDY)	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00

			30 juin 2020	31 décembre 2019
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,60
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,60
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
KONYA HAZIR BETON	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,98	99,98

Mise en équivalence : France

			30 juin 2020	31 décembre 2019
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
BIOVAL	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	39,99	-
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	FRANCE	EPERVANS	33,27	33,27
DRAGAGES ET CARRIERES	FRANCE	EPERVANS	49,98	49,98
SABLIERES DU CENTRE	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49,93	49,99
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69,98	69,98
EST LYONNAIS GRANULATS	FRANCE	DIJON	33,33	33,33

Mise en équivalence : Etranger

			30 juin 2020	31 décembre 2019
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN (BERN)	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	EGYPTE	LE CAIRE	14,27	14,27
PLANALTO	BRESIL	BRASILIA	32,37	32,38
BIKILTAS ENERJI PETROL MADENCILIK INSAAT AS	TURQUIE	SELCUKLU / KONYA	50,00	50,00

3.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2020

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Vicat S.A. relatifs à la période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 27 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 27 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 27 juillet 2020

Chamalières, le 27 juillet 2020

KPMG Audit, Département de KPMG S.A

Wolff & Associés S.A.S.

Philippe Grandclerc
Associé

Grégory Wolff
Associé

4.

DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité, ci-joint en page 3 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

Paris La Défense, le 30 juillet 2020

Guy Sidos

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros
Siège social : Tour Manhattan - 6 place de l'Iris - 92095 Paris-La Défense Cedex
Tél. : 01 58 86 86 86 - Fax : 01 58 86 87 87
RCS Nanterre 057 505 539 - SIREN 057 505 539